



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R.
Organisation des Travailleurs Révolutionnaires
(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



Annou konte sou fòs nou!

01 juillet 2026

No 340

Prix : 25 gourdes

Editorial

LE CAPITALISME : TOUT POUR LES PATRONS, DES MIETTES AUX TRAVAILLEURS



Les gros patrons ne se contentent pas de voler la force de travail des ouvriers en les sous-payant. Ils les égratignent en plus sur le peu qu'ils consentent à leur verser sous forme de salaire.

Entre 20 à 25 % du salaire des ouvriers sont prélevés à chaque paie sous forme de taxes et de cotisations, notamment pour l'ONA, l'OFATMA, le FDU, l'IRI et la CFGDT. Depuis le dernier ajustement salarial, ces retenues, particulièrement, l'IRI, ont augmenté au point d'alimenter un climat de tension dans plusieurs entreprises.

À la MGA, dans le parc industriel SONAPI,

alors que les ouvriers recevaient leur première paie après cet ajustement, l'un d'eux a constaté que le seul prélèvement de l'IRI s'élevait à 1 550 gourdes, soit près de 10 % de son salaire. Une triche qu'ils n'ont pas digérée durant la semaine. Certains ont même envisagé de déclencher une grève pour exiger la suppression de cet impôt.

Pour les travailleurs, ces taxes et

prélèvements s'apparentent à un véritable système de spoliation. Ils estiment qu'il est injuste de ponctionner leurs maigres salaires alors que les patrons accumulent déjà d'importants profits grâce à l'exploitation de leur force de travail.

L'augmentation des retenues après le dernier ajustement, tout comme le travail à mi-temps dans certaines entreprises, apparaît comme une manœuvre visant à neutraliser les effets de l'ajustement en attendant que l'inflation ramène le salaire réel à son niveau antérieur, estimé à environ 3 dollars par jour.

Aucune de ces taxes ne revient réellement aux ouvriers sous forme de services. Il en est de même pour l'OFATMA et l'ONA, les deux principaux organismes auxquels ils cotisent sans même recevoir le moindre livret ni bénéficier des prestations auxquelles ils devraient avoir droit. Beaucoup de travailleurs sont convaincus que ces fonds finissent par alimenter les intérêts des patrons et des dirigeants politiques plutôt que de servir ceux qui les financent.

Les capitalistes ne sont pas les seuls à vivre

de la richesse produite par les travailleurs. L'État ainsi que les gangs criminels profitent également, chacun à sa manière, de cette richesse créée par la force de travail des ouvriers.

Dans cette société dominée par les intérêts de la bourgeoisie, le travailleur est écrasé par un système qui sacrifie ses intérêts. La moindre amélioration de ses conditions de vie est toujours le fruit de luttes collectives. Mais ces conquêtes doivent ensuite être défendues et préservées. Car le capitaliste reprend toujours d'une main ce qu'il est contraint d'accorder de l'autre.

De la même manière que les ouvriers se sont mobilisés pour obtenir un ajustement salarial de 46%, ils peuvent aussi s'organiser pour exiger la suppression des taxes et prélèvements qui amputent leurs salaires.

Le seul moyen de mettre fin à cette exploitation réside dans les luttes quotidiennes. Les combats menés pour améliorer les conditions de vie doivent ouvrir la voie à une lutte plus large contre le système capitaliste lui-même. ■

LEUR SOCIÉTÉ

C'EST PAR LEURS LUTTES QUE LES MASSES POPULAIRES SE LIBÈRERONT

Au milieu du mois d'avril 2026, des conflits armés opposant les gangs des Talibans, des 400 Mawozo, de Chen méchan à ceux de Terre noire dans la Plaine du Cul-de-sac pour le contrôle des postes de péage dans la zone ont fait de nombreuses victimes dans la population. Des dizaines de maisons ont été incendiées, près d'une centaine de personnes ont été tuées, de nombreuses autres ont été portées disparues et des milliers de familles ont pris la fuite pour échapper à la violence de ces énergumènes.

Environ un mois plus tard, ce fut le tour des habitants des quartiers de Wharf Jérémie et de Bélécourt à Cité Soleil de subir les mêmes horreurs des chefs de gangs Micanor et Bendjy qui s'affrontaient. Le conflit a démarré le jour du premier match d'Haïti à la coupe du monde 2026, le 14 juin. Une foule de personnes conduite par Micanor a été attaquée par les partisans de Bendjy.

Un bilan partiel fait état de dizaines de

personnes tuées, de femmes gardées en otage qui ont été violées et de centaines de familles qui se sont réfugiées à la hâte dans les rues. Ce conflit continue car l'attaque d'un chef de gang donne lieu à la contre-attaque de l'autre.

Ce conflit a des répercussions qui vont au-delà des zones d'affrontement. La distribution des produits pétroliers à partir de Varreux, lieu du stockage, a été perturbée, entraînant une pénurie dans les stations-services. La maternité Esaie Jeanty a dû suspendre ses activités. Des personnes dans des quartiers avoisinants sont mortes après avoir reçu des balles perdues.

Dans le département de l'Artibonite, les gangs ne chôment pas. Ils occupent toute la Nationale # 1 et imposent un droit de passage aux véhicules évalué à 25.000 gourdes, soit 200 us environ. À Carrefour, le chef de gang Chrisla occupe la centrale électrique pour exiger que sa commune reçoive du courant électrique de

l'Électricité d'Haïti pendant la coupe du monde. Toujours à Carrefour, les chauffeurs de transport en commun ont fait grève pour protester contre un neuvième poste de péage mis sur ce circuit de quelques kms.

Le kidnapping contre la population continue. Chaque jour, plusieurs cas sont rapportés dans les quartiers de Delmas, Bourdon, Christ-Roi, Pétion-Ville. Même les hauts dignitaires de l'État ne sont pas épargnés cette fois.

Toute cette terreur des gangs continue en dépit de la présence sur le terrain de nombreuses forces de sécurité chargées de les combattre au nom du gouvernement. Il y a la Force de Suppression des gangs, la Police, l'Armée, les mercenaires d'Eric Prince, la BSAP. Un aveu d'échec. Des millions partent en fumée alors que la population continue de subir les affres des criminels.

La bourgeoisie et le gouvernement tablaient sur l'euphorie populaire due à la participation d'Haïti à la coupe du monde pour avoir un répit, mais les gangs ont rappelé la réalité du terrain aujourd'hui. Ce sont eux les maîtres du jeu.

Pour que cela change dans les intérêts des masses exploitées, il faut contrer les gangs et les classes riches qui sont leurs commanditaires. Il faut que tous, celles et ceux, qui se revendiquent de la classe ouvrière et des masses populaires créent un rapport de force qui leur soit favorable.

C'est avec cette conscience de classe, de la détermination, de l'organisation que les exploités parviendront à se libérer.■

EXONERATIONS : DES CADEAUX AUX PLUS RICHES SOUS PRETEXTE DE TRANSITION ENERGETIQUE

À l'occasion de la Journée internationale de l'environnement, le Premier ministre a annoncé une exonération totale des taxes sur l'importation des équipements destinés à la production d'énergie solaire.

Désormais, aucun droit de douane, aucune taxe, aucun impôt ne seront perçus sur l'importation de panneaux solaires, de batteries, d'onduleurs (inverters) et d'autres équipements similaires. Cette mesure sera officialisée dans le prochain budget rectificatif 2025-2026. En attendant, les grands commerçants qui évoluent dans ce secteur se frottent déjà les mains car ce sont eux qui profiteront directement de cette décision. Concrètement, ce sont près de 200 millions de gourdes d'exonérations fiscales qui leur seront ainsi accordés par an.

Pendant ce temps, le pays est plongé dans l'obscurité. Des régions entières sont privées d'électricité depuis des années. La population, notamment les étudiants dont les études dépendent de l'accès à l'énergie, doit se débrouiller quotidiennement pour trouver un minimum d'électricité. Quant à l'EDH, il n'en reste pratiquement que le nom. Plusieurs infrastructures et centrales électriques ont été détruites par les gangs, tandis que d'autres ont été abandonnées par

l'État. Depuis la prise de contrôle de la centrale de Carrefour par des groupes armés, la compagnie privée E-Power est la seule à fournir quelques mégawatts d'électricité, environ 25 MW, qu'elle revend ensuite à l'État à un prix élevé.

C'est dans ce contexte d'effondrement des services publics qu'une classe d'hommes d'affaires prospère. Elle voit dans chaque crise une occasion de s'enrichir. Le déclin progressif de l'EDH, aggravé par les attaques des gangs, leur crée un marché lucratif qui leur permet d'engranger d'énormes dividendes.

Malgré les cadeaux successifs de l'État à ces importateurs, les batteries, les onduleurs et les panneaux solaires demeurent inaccessibles pour l'immense majorité de la population. En réalité, l'accès effectif de la population à l'électricité, comme aux autres services publics auxquels elle a droit, dépendra avant tout de sa capacité à les revendiquer au moyen de luttes collectives, organisées et conscientes.■

CROIX-DES-BOUQUETS : LA POPULATION PRISE AU PIÈGE

La dictature du groupe criminel 400 Mawozo se renforce dans la plaine du Cul-de-Sac, en particulier à la Croix-des-Bouquets. Les habitants s'y retrouvent enfermés comme dans une prison à ciel ouvert.

Croix-des-Bouquets est un vaste territoire aujourd'hui contrôlé par le gang des 400 Mawozo. Celui-ci y impose sa dictature et un système de taxation qui touche toutes les activités économiques de la ville. Presque tout est soumis au paiement d'une taxe, même les personnes qui transportent des marchandises à la brouette ou sur leur dos sont contraintes de verser de l'argent aux bandits à chacun de leurs passages.

Ces dernières semaines, la situation de la population s'est encore aggravée. Les habitants voient leur liberté de mouvement se réduire davantage et vivent désormais comme des prisonniers dans leur propre commune.

En effet, les opérations menées par les forces de l'ordre, qui étaient parvenues à pénétrer jusqu'au centre de Croix-des-Bouquets, ont semé la panique au sein du gang.

En représailles, les criminels se sont retournés contre la population. Ils contrôlent systématiquement les téléphones portables et exécutent les personnes dont les contacts ou messages leur paraissent suspects ou compromettants. La terreur a ainsi franchi un nouveau seuil. Par peur, les habitants s'isolent de plus en plus chez eux.

Les déplacements sont devenus extrêmement dangereux. Sortir avec un téléphone pour pouvoir communiquer avec ses proches en cas d'urgence représente désormais un risque supplémentaire.

Cet isolement s'est encore accentué lorsque les gangs, confrontés à l'avancée de la Police, ont décidé de bloquer toutes les voies d'accès. De Carrefour Marassa à Ganthier, de Duval à Lilavois en passant par Meyer, les routes sont obstruées par des roches, des tas de sable et de gravier. La circulation des véhicules est devenue impossible et, à certains endroits, même les piétons peinent à passer. Plus inquiétant encore, les gangs ont creusé des tranchées et aménagé de nombreux pièges, dont plusieurs sont dissimulés.

Ces obstacles ne sont pas seulement destinés à bloquer la circulation. Ils font partie d'une stratégie visant à transformer le territoire en zone fortifiée afin de rendre toute intervention policière plus difficile.

Aujourd'hui, circuler à travers Croix-des-Bouquets est devenu un véritable parcours d'obstacles. Les transports en commun sont contraints d'emprunter des chemins de terre étroits et poussiéreux, notamment par Rémy jusqu'à Cité Doudoune, près du pont, afin de contourner les barrages. Dans ces conditions, une course entre Croix-des-Bouquets et Gérard coûte désormais 250 gourdes contre 75 gourdes auparavant.

Pour se libérer de l'emprise criminelle des bandits, la population ne peut pas compter uniquement sur une aide extérieure, elle devra trouver les moyens de s'organiser et de renforcer ses capacités de protection. ■

RECRUTEMENT POUR LES FORCES ARMÉES D'HAÏTI (FAD'H)

Les Forces Armées d'Haïti étaient réduites à une peau de chagrin depuis leur remobilisation par feu Jovenel Moïse. Au cours du mois de juin, le ministère de la Défense a lancé un recrutement de soldats et de cadres techniques pour l'armée d'Haïti. L'objectif est de renforcer l'une des forces répressives des classes dominantes.

Pendant 2 semaines, chaque jour, du lundi 8 au vendredi 19 juin 2026, dans le quartier Clercine à Port-au-Prince et dans plusieurs villes de province où il y a des bases militaires des Forces

Armées d'Haïti, des milliers de jeunes hommes et femmes âgés entre 18 et 35 ans se sont présentés pour s'inscrire afin de suivre une formation pour devenir militaires. Le succès de ce recrutement en

dit long sur la crise sociale : en une dizaine de jours, pas moins de 17 722 candidatures ont été enregistrées. Venant pour la plupart des classes défavorisées et fuyant le chômage et la misère, ils constituent un vivier fertile pour les forces répressives des classes riches que ce soient les forces légales comme la Police, l'Armée, les compagnies de sécurité privée ou les bandes criminelles.

Souvent gênés de défendre ce choix auprès de certains de leurs proches et amis, des postulants reprennent le discours officiel du gouvernement en prétendant se mettre au service et à la défense du pays. Un discours qui sonne creux tant la répression de ces forces de sécurité du gouvernement se fait exclusivement contre les couches revendicatives de la société. Que ce soient des ouvriers, des paysans pauvres, des étudiants, des professeurs ou des opposants politiques, dès qu'ils manifestent dans les rues, ils sont le plus souvent réprimés à l'image de la dispersion de la manifestation à coup de gaz lacrymogènes des médecins en formation, la semaine dernière, qui demandaient la réouverture des locaux de l'hôpital général devant les bureaux du Premier ministre.

Cette illusion était dans la tête de ces jeunes en 1995, à l'époque où Aristide avait démantelé l'armée pour former le corps de police. Beaucoup pensaient qu'ils pouvaient apporter des changements dans une institution construite pour réprimer les masses populaires. Cela avait coûté la vie à certains d'entre eux. Dans leur déception, il y en a qui se sont suicidés, d'autres ont quitté le pays et certains ont présenté leur démission à la fin de leur mission.

L'armée et la police sont des institutions hiérarchisées au service des classes dominantes. Ce sont des forces armées que la bourgeoisie utilise pour massacrer et contraindre les masses exploitées à accepter le système d'exploitation.

Misère, exploitation, oppression, vol, pillage sont quelques-unes des marques de fabrique du système capitaliste. L'armée est l'une des institutions gardiennes de ce système. C'est une grosse illusion qu'un jeune puisse penser qu'il peut y avoir du changement dans un corps qui est là pour réprimer les pauvres qui luttent pour leur survie. ■

CAP-HAÏTIEN : LES "MALPROPRES" NE SONT PAS CEUX QU'ON CROIT

Un mois après son entrée en fonction, les actions de la nouvelle commission municipale du Cap-Haïtien présidée par Michel Saint-Croix, suscitent des commentaires controversés au sein de la population. Si une partie de la petite bourgeoisie capoise applaudit la détermination affichée du nouveau maire, la majorité de la population regrette que ce soit elle qui est indexée dans la descente aux enfers de la ville et qui paie les pots cassés de la démagogie des politiciens acquis aux intérêts des nantis.

Au cours du mois d'avril 2026, une forte mobilisation populaire contre les autorités avait secoué la ville du Cap-Haïtien. La population avait menacé de bloquer les activités au niveau de l'aéroport si rien n'était fait pour améliorer l'état de dégradation avancée de l'environnement. Vu l'importance de ce petit aéroport qui est le principal lieu de sortie du pays depuis bientôt deux ans, les autorités ont sans doute eu la trouille.

Pour éteindre le feu, le gouvernement avait envoyé une pléthore de ministres apporter la bonne parole à la population. Comme cela ne suffisait pas, le premier ministre avait décidé de changer le conseil municipal qu'il venait pourtant tout juste d'installer. Son nouveau poulain, Michel Saint-Croix, était un habitué de la maison puisqu'il avait

occupé cette fonction de 2006 à 2011. Homme à poigne, c'est lui qui se charge désormais de faire avaler la couleuvre à la population.

Avec les moyens mis à sa disposition tels : un soutien sans faille du gouvernement, des policiers, de nouveaux agents, un peu de matériels, en très peu de temps, Michel Saint-Croix a chassé une bonne partie des petits détaillants et marchands qui se débrouillaient sur les trottoirs. Des piles d'immondices ont été ramassées, des canaux dans certains quartiers limitrophes du centre-ville sont en train d'être curés. Un système de ramassage des ordures est en expérimentation. Des mesures sont annoncées pour réguler la circulation et le transport en commun. Même l'électricité est revenue pour quelques heures depuis de nombreuses années. Ce

qui lui vaut le soutien d'une frange de la population. De la poudre aux yeux disent d'autres habitants de la ville.

En bon laquais des classes riches, le nouveau maire s'est gardé de dénoncer la politique de tous ceux-là qui ont amené la 2e ville du pays à cette catastrophe, encore moins de les faire payer le prix du redressement. Il a préféré se moquer du sort des nombreuses familles de la population qui se sont vues du jour au lendemain être privées de leur gagne-pain sans aucune contrepartie.

Chômage massif, explosion démographique, absence quasi totale des services de base à la population, constructions anarchiques,

canaux d'évacuation des eaux usuelles obstruées, ce bilan doit être mis conjointement à l'actif d'une bourgeoisie apache et d'une classe politique corrompue. Ce n'est pas celui des masses populaires qui n'ont fait que subir.

L'état de déperdition du Cap-Haïtien est le symptôme de l'abandon, de la corruption des autorités et de l'exploitation des classes possédantes. Sans le démantèlement de ce système corrompu par les luttes de la population, la ville ne renaîtra pas de ses cendres.■

LA CHASSE AUX PETITS MARCHANDS DE PETION-VILLE

À l'occasion de la Coupe du monde, la mairie de Pétiion-Ville a rénové la place Saint-Pierre, la place Boyer et a installé des écrans géants afin de permettre aux habitants de suivre les matchs de foot. Une belle vitrine, largement médiatisée, qui donne l'impression d'une commune en fête.

Mais derrière ce décor se cache une tout autre réalité. Les autorités municipales en ont profité pour expulser les petits marchands qui occupaient les abords de ces places publiques. Sous prétexte d'assainir les lieux, elles les ont chassés pour libérer l'espace, tout en les réservant ensuite à ceux qui peuvent payer des tarifs beaucoup plus élevés.

Pour ces femmes et ces hommes qui vivent

de la débrouillardise, la Coupe du monde n'est pas une fête, mais une nouvelle épreuve. Les agents de la mairie les poursuivent quotidiennement, confisquent leurs marchandises et les empêchent de gagner leur vie. Début juin, aux abords de la SOGEBANK de la rue Darguin, des agents assimilés à des policiers ont même fouetté des marchands et saccagé leurs étals.

Incapables de résoudre durablement les problèmes d'insalubrité ou d'aménager de véritables espaces de commerce populaire, les autorités préfèrent s'en prendre aux plus pauvres.

Comme souvent, la fête est réservée aux plus aisés, tandis que les pauvres paient la facture.■

GERALD BATAILLE : UN MARCHÉ TRANSFORMÉ EN DEPOTOIR

Chassés par les gangs qui contrôlent de nombreux quartiers de la capitale, des centaines de petits marchands ont été contraints d'abandonner leurs zones habituelles. Ils se sont repliés vers les rares espaces encore accessibles, notamment le marché de Gérald Bataille.

Mais ce marché est aujourd'hui devenu un véritable dépotoir à ciel ouvert. Faute d'espace, de nombreux petits marchands installent leurs marchandises sur les terre-pleins, les trottoirs ou directement sur la chaussée. Tout autour, les montagnes d'ordures s'accumulent. Restes de légumes, déchets alimentaires, plastiques et eaux usées se mélangent dans une puanteur

insupportable.

Les mouches pullulent et se posent sur le sucre, le poisson, la viande ou les fruits. Les risques sanitaires sont énormes, aussi bien pour les marchands que pour les consommateurs. Lorsque les déchets ne sont plus ramassés, certains finissent par les brûler. Une épaisse fumée envahit alors toute la zone. Les petits marchands continuent pourtant de vendre leurs produits dans cette atmosphère irrespirable, faute de pouvoir rentrer chez eux sans avoir gagné de quoi nourrir leur famille.

Pendant ce temps, la mairie, elle, ne chôme pas. Les agents municipaux sillonnent quotidiennement le marché pour percevoir les taxes auprès des petits marchands.

Pour encaisser l'argent, les services municipaux fonctionnent parfaitement. Pour ramasser les ordures ou curer les canaux, ils deviennent soudain invisibles.■

DANS LES ENTREPRISES

MANUTECH : LE PATRON REFUSE TOUJOURS D'APPLIQUER L'AJUSTEMENT SALARIAL

À Manutech, la direction continue de faire la sourde oreille. Alors que la quasi-totalité des usines ont déjà appliqué le nouveau salaire minimum, les travailleurs de cette entreprise attendent toujours.

Quatre périodes de paie sont déjà passées — les 7 et 22 mai, puis les 7 et 22 juin — sans que l'ajustement salarial ne soit versé. Pourtant, le calcul est simple : l'ajustement est de 46 %. Il suffit de multiplier l'ancien salaire par 1,46 pour obtenir le nouveau salaire.

Pour justifier ce retard, la direction affirme que le patron se trouve à l'étranger. Un prétexte qui ne tient pas parce que l'entreprise continue pourtant de produire. Les commandes sont exécutées, les machines tournent et les ouvriers travaillent chaque jour. Si l'usine peut fonctionner sans le patron, pourquoi le paiement du nouveau salaire devrait-il attendre son retour ?

En réalité, la direction retient depuis huit semaines une partie du salaire qui revient de droit

aux travailleurs. Chaque paie non ajustée représente un manque à gagner pour des ouvriers qui peinent déjà à nourrir leur famille, à payer leur transport ou leur loyer.

Cet ajustement salarial n'est pas un cadeau des patrons. Il est le résultat de plusieurs semaines de grèves, de manifestations et de mobilisations menées par les ouvriers de la SONAPI, de CODEVI et d'autres entreprises. Sans ces luttes, les patrons n'auraient jamais accepté la moindre augmentation.

Aujourd'hui, il ne suffit donc pas que l'arrêté existe. Encore faut-il en imposer l'application intégrale, y compris le paiement des rappels correspondant aux quatre paies déjà écoulées.

Face à ces manœuvres dilatoires, une seule réponse est efficace : la vigilance, la mobilisation collective, la grève des ouvriers de Manutech. ■

ABRAHAM : UN TRAITRE

Lorsque les affrontements entre gangs ont ravagé la Plaine du Cul-de-Sac au mois de mai, plusieurs ouvriers de l'usine d'Abraham ont tout perdu. Contraints de fuir leurs maisons, certains vivent encore aujourd'hui dans des camps de déplacés, sans logement, sans biens et souvent sans ressources.

Face à ce drame, le patron Abraham a d'abord promis une aide de 25 000 gourdes aux

ouvriers sinistrés. Quelques jours plus tard, la promesse fondait déjà : elle n'était plus que de 15 000 gourdes. Depuis, plus rien. Les semaines passent et les victimes attendent toujours le moindre centime.

Les ouvriers ne sont d'ailleurs guère surpris. Ils connaissent leur patron. Dans l'usine, on le considère depuis longtemps comme quelqu'un qui ne tient jamais ses promesses. ■

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL : GIGANTESQUE BUSINESS POUR LA FIFA ET DES REQUINS CAPITALISTES

Tous les quatre ans, la Coupe du monde de football fait vibrer les adeptes du ballon rond. Des millions de supporters remplissent les stades tandis que plusieurs milliards de téléspectateurs suivent les rencontres derrière leurs écrans. Mais derrière la passion des supporters et le spectacle offert sur les terrains se cache une formidable machine à profits. La FIFA, les grands sponsors, les chaînes de télévision et tout un réseau d'affairistes brassent et encaissent des milliards de dollars.

Selon la FIFA, la Coupe du monde 2022 au Qatar a été suivie par près de 5 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale. Dans les quartiers, les villages, les cafés ou les places publiques, les travailleurs oublient pendant quelques heures le chômage, les bas salaires, la vie chère ou les guerres. Un but magnifique, une victoire inattendue ou l'exploit d'une petite nation contre un grand favori font naître une joie collective.

Mais derrière cette immense fête populaire se cache une tout autre réalité. La Coupe du monde est devenue l'un des plus gros marchés du capitalisme mondial.

Pour la seule Coupe du monde au Qatar en 2022, la FIFA avait annoncé des recettes supérieures à 7,5 milliards de dollars. Ces revenus provenaient principalement des droits de télévision, du sponsoring, de la publicité, de la vente des billets, des produits dérivés et des licences commerciales. Pour l'édition actuelle, la FIFA prévoit d'encaisser environ 13 milliards de dollars pour elle seule.

Mais les recettes de la FIFA ne sont qu'une infime partie du gâteau. Car, les grandes chaînes de télévision, les équipementiers sportifs, les plateformes numériques, les agences de publicité,

les sites de paris, les compagnies aériennes, les chaînes hôtelières et les multinationales partenaires réalisent eux aussi des profits considérables. Même les pauses-rafraîchissements deviennent une mine d'or : chaque publicité de 30 secondes coûterait environ 500 000 dollars américains. Au total, la valeur générée par cette édition atteindrait environ 83 milliards de dollars selon certains analystes. Une véritable armée de requins capitalistes gravite autour du ballon rond.

Le problème réside dans le fait que le football, comme les autres sports, est soumis à la logique du profit. Sous le capitalisme, même les loisirs deviennent une marchandise et une source d'enrichissement pour une minorité. Les émotions des supporters, la passion des joueurs et le travail de milliers de salariés alimentent une industrie qui brasse des dizaines de milliards de dollars.

Dans une société débarrassée de la domination de l'argent, le football pourrait rester cette formidable fête populaire qu'il est déjà, mais sans la corruption, les affaires mafieuses et la dictature de groupes capitalistes. Les immenses ressources aujourd'hui générées pourraient servir à développer le sport pour tous, dans les écoles, les quartiers populaires et les villages. ■

Voix des Travailleurs paraissant depuis 1986

Nous contacter:

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS
DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA
CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHOMEURS,
INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES,
PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL
DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**

SOMMAIRE

Editorial

⇒ **Page 1**

- **Le capitalisme : tout pour les patrons, des miettes aux travailleurs**

Leur Société

⇒ **Page 2**

- **C'est par leurs luttes que les masses populaires se libèreront**

⇒ **Page 3**

- **Exonérations : des cadeaux aux plus riches sous prétexte de transition énergétique**

⇒ **Page 4**

- **Croix-des-Bouquets : la population prise au piège**
- **Recrutement pour les Forces Armées d'Haïti (FAD'H)**

⇒ **Page 5**

- **Cap-Haïtien : Les "malpropres" ne sont pas ceux qu'on croit**

⇒ **Page 6**

- **La chasse aux petits marchands de Pétion-Ville**
- **Gérald Bataille : un marché transformé en dépotoir**

Dans les entreprises

⇒ **Page 7**

- **Manutech : le patron refuse toujours d'appliquer l'ajustement salarial**
- **Abraham : un traître**

Dans l'international

⇒ **Page 8**

- **Coupe du monde de football : gigantesque business pour la FIFA et des requins capitalistes**